

favorablement cet événement d'une importance extrême pour la politique des échanges des États-Unis.

Depuis la seconde guerre mondiale, le Canada et les États-Unis ont été associés dans la recherche déterminée d'un monde où les échanges ne seraient pas sujets à des distinctions injustes, et qui offrirait à tous les pays du monde libre les meilleures possibilités de développement et d'expansion économique. Votre lettre établit nettement que nous continuons à poursuivre ces objectifs en commun, et je suis heureux d'avoir reçu votre engagement d'étroite collaboration dans notre avance vers l'acceptation plus étendue de nos convictions.

Je voudrais employer pleinement l'autorité que me confère la loi sur l'expansion des échanges, et je suis impatient d'explorer, dès que possible, avec d'autres nations de même esprit, les problèmes et perspectives qui nous permettraient d'envisager d'un point de vue nouveau la réduction des obstacles qui s'opposent au commerce international. A cet égard, les récents entretiens qui ont eu lieu à Ottawa entre certains hauts fonctionnaires de nos deux gouvernements, du travail préliminaire a été accompli et les principaux participants sont unanimes sur ce qu'une conférence ministérielle des parties contractantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, au début de 1963, serait probablement le meilleur moyen d'enrôler la participation et l'appui des nations qui partagent la même pensée.

En nous appuyant sur votre proposition tendant à une réunion internationale, nous pourrions peut-être concerter nos efforts pour recommander qu'une réunion spéciale des parties contractantes au niveau ministériel ait lieu, si possible, dès le mois de février ou mars de l'année 1963. Je trouverais intéressant de connaître votre réaction à cette proposition.

L'amélioration de la situation des réserves du Canada m'encourage, et j'accueille avec plaisir le premier pas que vous venez de faire en vue de l'abolition des surtaxes spéciales sur les importations, à la suite de cette amélioration. J'espère bien qu'il vous sera possible de supprimer les surtaxes qui restent. Cela nous permettrait à tous de lancer notre attaque contre les barrières commerciales.

Sincèrement vôtre,
John F. Kennedy.

Ainsi, le président Kennedy a accepté ma proposition relative à la tenue d'une réunion des ministres des pays qui partagent le même avis. Je souligne qu'il a employé deux fois cette expression dans la lettre qu'il m'a écrite, ce qui écarte toute autre proposition analogue. Il a proposé, en s'appuyant sur ma suggestion, que le Canada et les États-Unis recommandent, de concert, la tenue d'une réunion spéciale des parties contractantes. Je suis fort heureux que le président soit d'accord avec moi et je prévois la plus étroite collaboration avec les États-Unis et les autres pays commerçants afin de convoquer les autres nations qui partagent le même avis que nous dans un effort concerté pour résoudre de façon constructive et positive les problèmes auxquels tous nous devons faire face en ce qui concerne les échanges internationaux. La délégation canadienne à la réunion des parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui doit se tenir la semaine prochaine, recevra des directives d'agir en ce sens. Je suis certain qu'une réunion, comme celle que

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

j'ai proposée, des ministres des nations commerçantes qui partagent le même avis que nous produira des effets considérables et bénéficiera à tout le monde libre. J'ai exprimé l'espoir que les honorables députés et le peuple canadien conviendraient que c'est là un événement extrêmement important et promoteur, qui ouvre de grandes possibilités à notre commerce et à toute l'économie canadienne.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je crois que tous les membres de la Chambre auront écouté avec le plus vif intérêt le premier ministre donner le détail de la correspondance qu'il a échangée avec le président des États-Unis, correspondance, bien entendu, dont il avait pris lui-même l'initiative. Il ne saurait faire de doute que tous les députés ne seront que trop empressés de faire de leur mieux pour aider notre gouvernement à se joindre à d'autres en vue de supprimer les obstacles au commerce et permettre les échanges les plus libres possible entre tous les pays, y compris, il va sans dire, dans l'esprit de mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre, la Chine communiste et Cuba.

Il n'y a pas à se demander non plus combien il est souhaitable que le gouvernement, voire le Parlement, collabore autant que faire se peut au programme positif lancé à Washington par le président Kennedy et approuvé par le Congrès. En réalité, nous, de ce côté-ci, avons préconisé une telle collaboration et une telle association depuis plusieurs mois, alors qu'en d'autres milieux le programme ne paraissait pas susciter grand intérêt.

Le premier ministre nous a maintenant expliqué ce qu'il entendait dans sa première lettre par une rencontre de ministres. Vraisemblablement, il s'agirait à présent d'une rencontre de ministres de pays animés d'un même esprit. Vraisemblablement, la conférence à préparer, si tant est qu'elle puisse l'être à la suite de la réunion préliminaire de Genève, groupera tous les pays animés d'un même esprit. On peut donc penser que tout pays qui veut se considérer comme un pays animé du même esprit sera invité à la conférence.

Je rappelle au premier ministre que la semaine prochaine s'ouvre à Genève une réunion des signataires du GATT et que, si le gouvernement avait vraiment voulu pousser cette affaire plus loin, il aurait pu déléguer un ministre afin d'entamer des pourparlers. Mais, à cette conférence des signataires du GATT, le Canada sera représenté par un fonctionnaire et non par un